



## Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale  
23 juin 2017  
Français  
Original : anglais

### Conférence des Parties

#### Treizième session

Ordos (Chine), 6-16 septembre 2017

Points 2 b) et 3 c) de l'ordre du jour provisoire

#### Programme de développement durable à l'horizon 2030 : incidences pour la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

#### Futur cadre stratégique de la Convention

Mise en œuvre effective de la Convention aux niveaux national,  
sous-régional et régional

Prise en compte des spécificités régionales et nationales

### Futur cadre stratégique de la Convention

#### Rapport du Groupe de travail intergouvernemental sur le futur cadre stratégique de la Convention

#### *Résumé*

Par sa décision 7/COP.12, la Conférence des Parties a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental sur le futur cadre stratégique de la Convention, chargé d'évaluer l'actuel plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) et d'examiner les possibilités eu égard à l'approche stratégique qui pourrait être adoptée pour la Convention. À la suite de cette décision, trois réunions du Groupe de travail intergouvernemental sur le futur cadre stratégique ont été organisées pendant l'année 2016.

Le Groupe de travail a été prié de soumettre ses premières conclusions à la quinzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, en octobre 2016, et de soumettre ses propositions finales aux Parties à la treizième session de la Conférence des Parties pour examen et adoption éventuelle.

Le présent document rend compte des réunions du Groupe de travail intergouvernemental, indique l'état d'avancement des propositions qui ont été faites et soumet aux Parties un projet de cadre stratégique, intitulé « Cadre stratégique de la Convention (2018-2030) », qui a été établi à partir des premières conclusions du Groupe de travail intergouvernemental présentées aux Parties pour observations à la quinzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Document ICCD/CRIC(15)/2.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Historique .....	1–5	3
II. État d’avancement du projet de stratégie.....	6–9	4
III. Recommandations .....	10	4
Annexe		
Projet de cadre stratégique approuvé par le Groupe de travail intergouvernemental sur le futur cadre stratégique de la Convention, avant la tenue de sa dernière réunion le 5 septembre 2017.....		5

## I. Historique

1. Par la décision 3/COP.8, les Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ont adopté un plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) (« la Stratégie »). La Stratégie comprenait deux séries d'objectifs (stratégiques et opérationnels), qui guidaient l'action de toutes les parties prenantes et de tous les partenaires au titre de la Convention pendant la période considérée.

2. La Stratégie actuelle devant prendre fin en 2018, la Conférence des Parties, par sa décision 7/COP.12, a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental sur le futur cadre stratégique de la Convention, chargé de réfléchir à l'orientation stratégique à adopter pour l'application de la Convention.

3. Par cette même décision, les Parties ont défini le champ d'activité et le mandat du groupe de travail, qui était chargé :

a) D'évaluer la Stratégie actuelle, y compris l'efficacité de sa mise en œuvre et la pertinence des indicateurs de progression pour la période à venir ;

b) D'examiner les possibilités eu égard à l'approche stratégique qui pourrait être adoptée pour la Convention ;

c) De proposer une approche qui devrait être adoptée quant à l'orientation stratégique future de la Convention.

4. Le Groupe de travail intergouvernemental a aussi été prié de soumettre ses premières conclusions pour observations à la quinzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention. Les contributions reçues ont été présentées au Groupe de travail à sa troisième réunion et incorporées dans le projet de stratégie annexé au présent document.

5. Après la nomination de représentants régionaux, le Groupe de travail intergouvernemental, composé de deux coprésidents et d'un total de 25 membres, a commencé ses travaux. Avec le concours du secrétariat, il a tenu trois réunions en 2016 :

a) La première réunion s'est tenue à Bonn, du 6 au 8 avril 2016. Le Groupe de travail intergouvernemental a décidé d'avancer aussi vite que possible dans ses travaux afin que les Parties puissent formuler des observations sur un projet de stratégie détaillé à la quinzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention. Il a établi un avant-projet, tout en procédant à l'examen de la stratégie actuelle et de sa mise en œuvre ;

b) La deuxième réunion s'est tenue à Bonn, du 26 au 28 juillet 2016. Le Groupe de travail intergouvernemental a approuvé presque toutes les sous-sections de l'avant-projet, à l'exception de quelques paragraphes qui ont été laissés entre crochets en vue de nouvelles consultations. Il a ainsi établi un nouveau projet de stratégie complet, qui serait soumis aux Parties pour observations à la quinzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention ;

c) La troisième réunion s'est tenue à Nairobi, les 21 et 22 octobre, en marge de la quinzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention. Le Groupe de travail intergouvernemental a actualisé le projet de stratégie à la lumière : a) des versions préliminaires établies lors de ses deux premières réunions ; et b) des observations faites par les Parties pendant les séances plénières du Comité, qui figurent dans le rapport final sur la session, publié sous la cote ICCD/CRIC(15)/7. Il a choisi de nommer le projet de stratégie « **Cadre stratégique de la Convention (2018-2030)** ». En raison de la proposition, faite à la troisième réunion, d'ajouter un nouvel objectif stratégique, relatif à la sécheresse, le Groupe de travail devrait tenir une nouvelle réunion, en marge de la prochaine session de la Conférence des Parties, afin d'arrêter une version définitive du texte à soumettre aux Parties.

## II. État d'avancement du projet de stratégie

6. Le projet de stratégie actualisé, annexé au présent document, est divisé en cinq grandes parties : introduction, vision générale, objectifs stratégiques et effets escomptés, cadre de mise en œuvre, suivi, présentation de rapports et évaluation.

7. À la quinzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, les Parties ont souligné qu'il était important que, dans la nouvelle stratégie qui serait adoptée, les problèmes liés à la sécheresse soient pris en considération et que la lutte contre la sécheresse fasse partie intégrante des activités de mise en œuvre. Le rapport final de la session, publié sous la cote ICCD/CRIC(15)/7, tient compte de ces observations.

8. Compte tenu de ces observations faites par les Parties pendant sa troisième réunion, le Groupe de travail intergouvernemental est convenu de proposer un nouvel objectif stratégique relatif à la sécheresse et de l'inscrire dans le projet de stratégie. Cependant, faute de temps et parce que la question méritait la tenue de consultations techniques supplémentaires, le Groupe de travail a décidé de réexaminer la teneur de l'objectif concerné<sup>2</sup> (voir annexe) et d'établir la version définitive du projet de stratégie lors d'une réunion exceptionnelle organisée en marge de la treizième session de la Conférence des Parties. À l'issue de consultations avec les deux coprésidents, la réunion a été fixée au 5 septembre 2017, avant l'ouverture de la treizième session de la Conférence.

9. Le Groupe de travail intergouvernemental a approuvé le projet de texte proposé, qui est annexé au présent document, mais ne s'est pas mis d'accord sur le libellé exact de l'objectif stratégique relatif à la sécheresse. Il est prévu que, à l'issue du débat général en séance plénière, le projet de stratégie sera transmis à un groupe de contact pour une dernière lecture, avant d'être soumis à la Conférence des Parties pour examen et adoption éventuelle.

## III. Recommandations

10. À sa treizième session, la Conférence des Parties voudra peut-être :

a) Examiner le projet de stratégie proposé par le Groupe de travail intergouvernemental et l'adopter ;

b) Prier les Parties d'incorporer dans leurs plans nationaux les orientations définies dans la stratégie, de manière que la Convention soit mise en œuvre selon une approche structurée et ciblée ;

c) Prier les institutions de la Convention d'aider les Parties dans la mise en œuvre du « Cadre stratégique de la Convention (2018-2030) ».

<sup>2</sup> Il s'agit de l'objectif stratégique et des résultats escomptés qui ne sont pas numérotés dans l'annexe.

## Annexe

### **Projet de cadre stratégique approuvé par le Groupe de travail intergouvernemental sur le futur cadre stratégique de la Convention, avant la tenue de sa dernière réunion le 5 septembre 2017**

#### **Cadre stratégique de la Convention (2018-2030)**

## **I. Introduction**

1. La désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) constituent des problèmes de dimension mondiale. Elles contribuent à créer, et aggravent, des problèmes économiques, sociaux et environnementaux tels que la pauvreté, la précarité de la situation sanitaire, l'insécurité alimentaire, l'appauvrissement de la biodiversité, la pénurie d'eau, l'affaiblissement de la résilience face aux changements climatiques et les migrations forcées. Elles continuent de compromettre gravement le développement durable de tous les pays, en particulier des pays touchés.

2. Pour lutter contre la DDTS, il faudra notamment appliquer des stratégies intégrées à long terme, axées simultanément sur l'amélioration de la productivité des terres et sur la remise en état, la conservation et une gestion durable des ressources en terres et en eau. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification peut jouer un rôle crucial à cet égard, par le renforcement des capacités, le partage d'informations sur les expériences réussies, le transfert de technologie, l'apport d'un appui scientifique, la sensibilisation, la mobilisation de ressources et l'assistance fournie aux pays dans la mise en œuvre de politiques aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

3. La Stratégie contribuera : i) à la réalisation des objectifs de la Convention et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier, de l'objectif de développement durable (ODD) 15 et de la cible 15.3 (« D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres »), ainsi que des autres ODD qui y sont liés, dans le cadre de la Convention ; ii) à l'amélioration des conditions de vie des populations touchées ; et iii) au renforcement des services fournis par les écosystèmes.

## **II. Vision générale**

4. Il s'agit de prévenir, de réduire au minimum et de faire reculer la désertification et la dégradation des terres, d'atténuer les effets de la sécheresse dans les zones touchées grâce à une action à tous les niveaux et de s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans le cadre de la Convention.

## **III. Objectifs stratégiques et effets escomptés**

5. Les « objectifs stratégiques » ci-après guideront l'action de toutes les parties prenantes et de tous les partenaires au titre de la Convention pendant la période 2018-2030. La réalisation de ces objectifs à long terme contribuera à la concrétisation de la vision générale exposée ci-dessus dans le cadre de la Convention, compte tenu des spécificités régionales et nationales.

**Objectif stratégique 1 : Améliorer l'état des écosystèmes touchés, lutter contre la désertification et la dégradation des terres, promouvoir la gestion durable des terres et favoriser la neutralité en matière de dégradation des terres**

**Effet escompté 1.1 :** La productivité des terres et les services fournis par les écosystèmes qui y sont liés sont maintenus ou améliorés.

**Effet escompté 1.2 :** Les écosystèmes touchés sont moins vulnérables et la résilience des écosystèmes est renforcée.

**Effet escompté 1.3 :** Des cibles nationales volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres sont définies et adoptées par les pays qui le souhaitent, des mesures sont définies et mises en œuvre pour atteindre ces cibles, et les systèmes de suivi nécessaires sont mis en place.

**Effet escompté 1.4 :** Les mesures en faveur de la gestion durable des terres et de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres sont partagées, encouragées et appliquées.

**Objectif stratégique (...): Atténuer et gérer les effets de la sécheresse, renforcer la résilience des écosystèmes et la préparation des populations touchées, et améliorer les capacités d'intervention et de récupération**

**Effet escompté X.1 :** Les effets de la sécheresse sont limités, notamment grâce à une gestion durable des terres et des ressources en eau.

**Effet escompté X.2 :** Les communautés sont moins vulnérables à la sécheresse.

**Objectif stratégique 2 : Améliorer les conditions de vie des populations touchées**

**Effet escompté 2.1 :** La sécurité alimentaire des personnes vivant dans les zones touchées est améliorée et un plus grand nombre d'entre elles ont un accès adéquat à l'eau.

**Effet escompté 2.2 :** Les moyens d'existence des populations des zones touchées sont améliorés et diversifiés.

**Effet escompté 2.3 :** Les populations locales, en particulier les femmes et les jeunes, ont les moyens d'agir et prennent part aux processus décisionnels dans le domaine de la lutte contre la DDTs.

**Effet escompté 2.4 :** Beaucoup moins de personnes sont contraintes de migrer du fait de la désertification et de la dégradation des terres.

**Objectif stratégique 3 : Dégager des avantages environnementaux généraux d'une mise en œuvre efficace de la Convention**

**Effet escompté 3.1 :** La gestion durable des terres et la lutte contre la désertification/dégradation des terres contribuent à la préservation et à l'exploitation durable de la biodiversité, ainsi qu'à la lutte contre les changements climatiques.

**Effet escompté 3.2 :** Les synergies avec les autres accords et processus multilatéraux relatifs à l'environnement sont renforcées.

**Objectif stratégique 4 : Mobiliser des ressources financières et non financières importantes et additionnelles en faveur de la mise en œuvre de la Convention par l'instauration de partenariats mondiaux et nationaux efficaces.**

**Effet escompté 4.1 :** Davantage de ressources financières publiques et privées sont mobilisées, en quantité suffisante et en temps opportun, notamment au niveau national, et sont mises à la disposition des pays parties touchés.

**Effet escompté 4.2 :** Un appui international est apporté aux interventions « sur le terrain » et aux activités de renforcement des capacités, efficaces et ciblées, qui sont menées dans les pays parties touchés en vue de faciliter la mise en œuvre de la Convention, notamment par le biais de la coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

**Effet escompté 4.3 :** Des efforts importants sont accomplis pour favoriser le transfert de technologie, principalement à des conditions favorables arrêtées d'un commun accord, y compris selon des modalités concessionnelles et préférentielles, ainsi que pour mobiliser d'autres ressources non financières.

## IV. Cadre de mise en œuvre

6. La Stratégie sera essentiellement mise en œuvre aux niveaux national et sous-régional, avec l'appui des institutions, des partenaires et des autres parties prenantes concernés. La présente section définit les rôles et les responsabilités des Parties, des institutions de la Convention, des partenaires et des parties prenantes dans la réalisation des objectifs stratégiques énoncés plus haut.

### A. Parties

7. La mise en œuvre de la Stratégie incombe au premier chef aux Parties, qui devraient diriger l'action menée à cette fin, notamment dans le cadre de leurs programmes d'action nationaux, compte tenu de leurs priorités nationales et dans un esprit de solidarité et de partenariat internationaux.

8. La Stratégie deviendra un outil efficace qui orientera la mise en œuvre de la Convention aux niveaux national, infranational et local, et permettra aux Parties de conduire une évaluation dans le cadre des activités du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention. Chaque Partie pourrait appliquer la Stratégie en s'appuyant sur des partenariats, y compris des partenariats public-privé, et sur des accords novateurs.

9. Au moyen de la présente Stratégie et conformément à leurs obligations énoncées dans la Convention, les Parties s'efforcent de :

#### **En ce qui concerne les ressources financières et non financières**

a) Mobiliser davantage de ressources financières et non financières aux fins de la mise en œuvre de la Convention auprès des sources internationales et nationales, publiques et privées, ainsi que des collectivités locales, y compris auprès des sources de financement non traditionnelles et des mécanismes de financement de l'action climatique ;

b) Saisir l'occasion de faire de la neutralité en matière de dégradation des terres le principe directeur du renforcement de la cohérence, de l'efficacité et des divers effets bénéfiques des investissements ;

c) Mieux exploiter les mécanismes et institutions de financement existants ou novateurs (tels que le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres fonds plus récents) ;

#### **En ce qui concerne la politique générale et la planification**

d) Élaborer, exécuter, réviser et suivre régulièrement, selon qu'il conviendra, des plans et/ou des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux, pour en faire des outils efficaces de mise en œuvre de la Convention ;

e) Mettre en place des politiques et des conditions appropriées pour promouvoir et mettre en œuvre des moyens de lutter contre la désertification/la dégradation des terres et d'atténuer les effets de la sécheresse, y compris des mesures de prévention, de secours et de relèvement ;

f) Tirer parti des synergies et intégrer la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse : i) dans les plans nationaux élaborés au titre des autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement, en particulier des autres conventions de Rio ; et ii) dans d'autres engagements internationaux, selon qu'il convient, dans le cadre de leurs mandats respectifs, de manière à optimiser l'efficacité et à éviter le chevauchement des activités ;

g) Selon qu'il convient, intégrer la lutte contre la DDTS dans les politiques économiques, environnementales et sociales de donner plus d'impact et d'efficacité à la mise en œuvre de la Convention ;

h) Mettre en place des politiques, des mesures et des modes de gouvernance nationaux pour la prévention et la gestion des situations de sécheresse, y compris des plans d'intervention d'urgence, conformément au mandat de la Convention ;

**En ce qui concerne l'action sur le terrain**

- i) Mettre en application des pratiques de gestion durable des terres ;
- j) Mettre en application des pratiques de restauration et de remise en état pour contribuer à rétablir les fonctions et les services fournis par les écosystèmes ;
- k) Élaborer et mettre en œuvre des systèmes de gestion du risque de sécheresse, de surveillance et d'alerte précoce ainsi que des programmes de protection sociale, selon qu'il convient ;
- l) Promouvoir de nouveaux moyens de subsistance ;
- m) Mettre en place des systèmes et faciliter la constitution de réseaux de partage des informations et des connaissances sur les meilleures pratiques et méthodes de gestion des situations de sécheresse.

**B. Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention**

10. Sous l'autorité et la direction de la Conférence des Parties, le Comité joue un rôle central en aidant cette dernière à examiner la mise en œuvre de la Convention et de la présente Stratégie, notamment :

- a) En évaluant les rapports soumis par les Parties et les autres entités concernées, en vue de produire des recommandations ciblées et des projets de décision pour examen par la Conférence des Parties ;
- b) En facilitant l'échange d'informations sur les mesures adoptées par les Parties, dans le cadre de séances de dialogue formelles et informelles et de plateformes en ligne consacrées à des questions d'actualité, notamment le renforcement des capacités, les meilleures pratiques et les enseignements tirés de la mise en œuvre de la Convention sur le terrain.

**C. Comité de la science et de la technologie**

11. À la demande de la Conférence des Parties, le Comité de la science et de la technologie fournira, avec le concours de l'interface science-politique, des avis scientifiques intéressant la mise en œuvre de la Convention et de la Stratégie et l'évaluation de celle-ci, en menant les activités suivantes :

- a) Contribuer à améliorer la connaissance et la compréhension scientifiques des processus qui causent la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse ainsi que des moyens de remédier à ces situations ;
- b) Contribuer à répondre aux besoins particuliers populations locales et à trouver des solutions qui améliorent les conditions de vie des personnes vivant dans les zones touchées ;
- c) Faciliter la création de liens entre les institutions scientifiques qui étudient la DDTS et les activités en cours, par l'intermédiaire de l'interface science-politique, en vue de formuler des recommandations sur la mise en œuvre ;
- d) Aider le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention en formulant, en temps utile, des avis scientifiques sur des questions de méthode liées à la présentation de rapports.



## D. Mécanisme mondial

12. Le Mécanisme mondial exerce une responsabilité de premier plan pour ce qui est de contribuer à la mobilisation de ressources financières, de favoriser le transfert de technologie et d'étudier les moyens d'accroître le financement nécessaire à la mise en œuvre de la Convention et de la Stratégie. À cette fin, il s'emploie :

a) À faciliter la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la Convention et de la Stratégie ;

b) À aider les pays parties touchés à étudier les moyens de mobiliser des ressources correspondant aux besoins exprimés dans les programmes d'action nationaux élaborés au titre de la Convention ;

c) À piloter, en collaboration avec les partenaires concernés, la mise en place de nouveaux moyens de financement, y compris, éventuellement, d'un fonds indépendant pour la neutralité en matière de dégradation des terres, aux fins de la mise en œuvre de la Stratégie.

## E. Secrétariat

13. La bonne exécution de la présente Stratégie exige un renforcement continu des fonctions essentielles du secrétariat de la Convention que sont la fourniture de services, les actions de sensibilisation, le recensement des questions à traiter et les activités de représentation, assorti d'un accroissement proportionnel des moyens et des ressources, le but étant d'aider les Parties, la Conférence des Parties et les organes subsidiaires de la Convention à assumer leurs rôles respectifs.

## V. Suivi, présentation de rapports et évaluation

14. Le suivi des progrès accomplis dans l'exécution de la nouvelle Stratégie reposera sur la présentation par les Parties à la Conférence des Parties de rapports nationaux et la communication de données d'expérience, de meilleures pratiques et d'enseignements à retenir, et sur un rapport d'analyse et d'évaluation du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention qui sera soumis à la Conférence pour examen.

15. Des rapports sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques doivent être présentés, pour autant que : i) les Parties disposent d'une quantité suffisante de données et d'informations nationales officielles pour établir ou valider des estimations nationales fondées sur des sources de données mondiales ; et ii) les informations communiquées proviennent principalement de sources nationales officielles.

16. Il conviendra de réexaminer et d'affiner les indicateurs se rapportant aux objectifs stratégiques, selon qu'il sera nécessaire et opportun, eu égard au système de présentation de rapports et aux indicateurs applicables aux ODD ainsi qu'aux processus de suivi et d'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030, des conventions de Rio et des autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement, en vue de renforcer les synergies entre ces instruments et d'éviter les chevauchements d'activités.

17. La présentation d'informations concernant la section IV de la Stratégie (Cadre de mise en œuvre) sera facultative, et les informations en question seront qualitatives, en attendant que le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention décide d'affiner les directives à ce sujet. Pour que des séances d'échange de vues sur les informations présentées dans les rapports puissent être organisées pendant les sessions et les réunions intersessions du Comité, la Conférence des Parties définira, selon les besoins, les thèmes précis à examiner pendant ces séances.

### Indicateurs de progrès utilisés pour présenter des informations sur les objectifs stratégiques 1 à 4

18. Les indicateurs servant à rendre compte des progrès accomplis dans l'exécution de la Stratégie sont ceux qui ont été retenus par les Parties dans les décisions 22/COP.11 (pour les objectifs 1 à 3) et 15/COP.12 (pour l'objectif 4). Outre les indicateurs adoptés par la Conférence des Parties, le Groupe de travail intergouvernemental sur le futur cadre stratégique de la Convention a défini de nouveaux indicateurs pour l'objectif stratégique 4 (voir tableau ci-dessous).

19. Les Parties voudront peut-être faire savoir où elles en sont par rapport aux résultats escomptés pour les objectifs stratégiques 1 à 3, qui ne sont pas pleinement couverts par les indicateurs ci-après, en communiquant, selon le cas, des indicateurs quantitatifs ou des renseignements qualitatifs nationaux.

Tableau

#### Liste des indicateurs de progrès utilisés pour présenter des informations sur les objectifs stratégiques 1 à 4

---

##### Objectif stratégique 1 : Améliorer l'état des écosystèmes touchés

OS 1-1	Évolution de la structure du couvert terrestre
OS 1-2	Évolution de la productivité ou du fonctionnement des terres
OS 1-3	Évolution des stocks de carbone dans le sol et en surface

---

##### Objectif stratégique 2 : Améliorer les conditions de vie des populations touchées

OS 2-1	Évolution de la population vivant sous le seuil de pauvreté relatif et/ou de l'inégalité des revenus dans les zones touchées
OS 2-2	Évolution de l'accès à l'eau potable dans les zones touchées

---

##### Objectif stratégique 3 : Dégager des avantages environnementaux généraux d'une mise en œuvre efficace de la Convention

OS 3-1	Évolution des stocks de carbone dans le sol et en surface
OS 3-2	Évolution de l'abondance et de la répartition de certaines espèces

---

##### Objectif stratégique 4 : Mobiliser des ressources financières et non financières importantes et additionnelles en faveur de la mise en œuvre de la Convention par l'instauration de partenariats mondiaux et nationaux efficaces

OS 4-1	Évolution de l'aide publique internationale au développement, bilatérale et multilatérale
OS 4-2	Évolution des ressources publiques nationales
OS 4-3	Évolution du nombre de partenaires de cofinancement
OS 4-4	Mobilisation de ressources auprès de sources de financement inédites, y compris du secteur privé

---

*Les indicateurs ci-après ont été retenus pour rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 17 (« Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser »), en particulier, dans les domaines de la technologie et du renforcement des capacités. Ces indicateurs étant susceptibles d'être modifiés dans le cadre du processus de suivi des ODD<sup>a</sup>, la liste ci-après est fournie à titre d'information.*

OS 4-5	Montant total du financement approuvé en faveur des pays en développement et des pays en transition pour promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion d'écotechnologies
OS 4-6	Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et/ou technologique conclus entre pays, par type de coopération
OS 4-7	Montant, en dollars des États-Unis, de l'aide financière et technique engagée en faveur des pays en développement et des pays en transition, y compris dans le cadre de la coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

---

<sup>a</sup> Les indicateurs et les informations concernant l'ODD 17 seront examinés chaque année par le Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

---